

Burundi : deux anciens chefs d'État s'expriment sur la situation du pays

RFI, 18/06/2020 Au Burundi, c'est ce jeudi 18 juin que le général Ariste Ndayishimiye, 52 ans, doit prêter serment, suite à l'élection présidentielle du 20 mai, qui a été marquée, selon l'opposition, par des fraudes massives. Depuis la semaine dernière, du président sortant, Pierre Nkurunziza, le Burundi est en pleine incertitude. [Photo : Pierre Buyoya (à gauche) et Sylvestre Ntibantunganya (à droite), deux anciens chefs d'État du Burundi.]

Aujourd'hui, qu'est-ce que les Burundais attendent de leur nouveau Président, qui doit gouverner pendant 7 ans ? Ce matin, deux anciens chefs d'État s'expriment sur RFI : Pierre Buyoya, qui vit en exil à Bamako, où il est Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel et Sylvestre Ntibantunganya, qui est resté, lui, au pays. RFI : Aujourd'hui, qu'est-ce que les Burundais attendent de leur nouveau président qui doit gouverner pendant sept ans ? Pierre Buyoya : Ndayishimiye était un des chefs négociateurs. Je crois que beaucoup se souviennent de lui à l'époque comme quelqu'un qui est ouvert et qui certainement a joué un rôle positif dans les pourparlers qui ont conduit aux accords. Plus ouvert que Pierre Nkurunziza ? C'est ce que je pense et c'est ce qui a été dit et répété. Tout ce qui est ouvert et qui parlait avec tout le monde, les petits et les grands. Et quel est votre souhait ? Mon souhait, mes attentes, c'est que le nouveau président puisse tirer les leçons du passé, parce que, depuis 2015, la réconciliation au Burundi a pris un coup sérieux. Mon souhait, c'est qu'il s'engage résolument dans la réconciliation. Deuxième souhait, c'est qu'il y ait une ouverture politique et que les gens qui ont quitté le pays puissent regagner leur pays et que le Burundi retrouve le chemin dans l'État de droit. Enfin, mon souhait, c'est que quand même il y ait aussi une ouverture régionale, une ouverture au monde, parce que le Burundi a terriblement besoin de la solidarité du monde pour le développement. Vous espérez l'ouverture politique. Mais est-ce que la junte au pouvoir, et notamment le ministre de la Sécurité Alain-Guillaume Bunyoni, vont être d'accord ? De tout temps, vous ne trouvez aucun pays du monde où il n'y a pas de contraintes. Mais malgré les contraintes, il faut garder l'esprit essentiel. Du côté de la communauté internationale, l'arrivée au pouvoir d'Ariste Ndayishimiye est plutôt bien vue. Partagez-vous cette opinion ? Quand il y a un changement de ce type, il faut donner au nouveau venu le bénéfice du doute, c'est-à-dire essayer de l'encourager à aller dans le bon chemin. Il y a combien d'années que vous n'êtes pas retourné au pays ? Plus. Et vous espérez pouvoir revenir cette année 2020 ? Moi et beaucoup d'autres Burundais qui sont à l'étranger depuis cette époque. Avez-vous des signes qui vous laissent penser que vous pourrez rentrer ? Je crois que c'est trop tôt pour voir ces signaux venir (rires). Vous espérez ? Oui. RFI : Quelle devait être la priorité du nouveau président ? Sylvestre Ntibantunganya : Il faut rassembler les Burundais dans leur diversité, autant géographique que sociale ou politique. Je pense, plus particulièrement à la question des réfugiés : la présence d'environ 300 000 à 400 000 Burundais vivant à l'étranger est une question qui devrait constituer la priorité, il faut s'employer à les rassurer sur qu'ils peuvent retourner dans leur pays sans aucun problème. L'économie burundaise est au plus bas après cinq ans de crise. Comment est-ce que le pouvoir peut la relancer ? Ariste Ndayishimiye a fait de ce problème une priorité, il a dit effectivement qu'il était comme le commandant pour le développement économique et social. Je pense effectivement qu'il y a là une priorité absolue. Il faut faire face à la pauvreté qui frappe durement dans son pays et dans tous les milieux. Autre urgence, est-ce qu'il faut revoir la place qu'occupe l'épidémie de Covid dans les priorités des autorités ? savez, quand vous êtes un chef de l'État, votre premier job, c'est la sécurité des citoyens. Et la sécurité des citoyens limite pas uniquement à la sécurité physique. C'est également la volonté, la capacité à répondre à des menaces de genre. Je pense que nous devons absolument voir de manière objective et convaincante cette réalité à laquelle nous sommes confrontés. On doit trouver une stratégie adéquate pour faire face à cette pandémie, parce que chaque jour, nous entendons des rapports qui sont donnés par le ministère de la Santé publique. Et nous voyons effectivement que cette pandémie est une réalité. Nous devons l'affronter, telle qu'elle est, avec la volonté de la vaincre. Pensez-vous que ce président sera le président de la continuité ou celui du changement ? Attendez qu'il soit à l'œuvre. Je crois que ce dont les Burundais ont besoin, parce que la force d'un homme d'État, c'est de savoir écouter les différents points de vue des uns et des autres, et arrêter des stratégies qui y répondent. J'entends beaucoup de commentaires de gens qui disent qu'il aurait cette qualité d'écouter. Alors s'il écoute, certainement qu'il pourra faire face. Est-ce que le président Ariste Ndayishimiye pourra apporter un vrai changement alors que les mêmes généraux sont toujours aux affaires autour de lui ? Je pense qu'il faudrait plutôt analyser cela positivement, parce qu'au moins, il vient de ce côté des généraux. Il connaît très bien le parti qui sera également majoritaire à l'Assemblée nationale. On disait tout à l'heure qu'il y avait une situation bloquée, et dans laquelle on voit effectivement émerger une dynamique nouvelle qui redresse tout ce que les gens redoutaient avant.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});